

Rapport
d'activité
2015

Dans les yeux
de nos partenaires

ada

Appui au Développement Autonome

Dans les yeux de nos partenaires

Cette année, nous avons choisi de raconter nos projets et de démontrer notre impact, en nous appuyant sur la vision et les attentes de nos partenaires. Cette démarche est logique. Elle correspond à nos choix initiaux, ceux qui ont prévalu lors de la création de ADA, voilà 21 ans. Nous agissons pour les populations exclues du système financier, dans les pays du Sud, avec nos partenaires, acteurs essentiels dans la lutte contre la pauvreté : les Institutions de Microfinance (IMF). Ce sont elles qui proposent et offrent les produits financiers que nous développons à destination des jeunes entrepreneurs africains, des fermiers du Sahel, des familles d'Amérique centrale. C'est pour elles que nous organisons des formations, que nous développons des logiciels, que nous proposons de l'assistance technique. En renforçant les IMF, nous touchons en fait les clients finaux, les plus pauvres. Ils bénéficient ainsi de meilleurs services, plus justes, plus utiles, plus compréhensibles. Enfin, si le financement des IMF, à travers le fonds LMDF constitue une de nos actions les plus visibles, cet apport financier s'accompagne toujours de conseils et de soutiens sur du moyen et long terme. La construction de liens avec les partenaires est, là aussi, capitale.



Olivier Massart
Directeur exécutif

Max Meyer
Président du CA

Laura Foschi
Directrice adjointe

ADA agit en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. Ce sont nos partenaires qui vous le disent... ADA améliore la vie quotidienne d'hommes et de femmes, qui peuvent créer leur activité génératrice de revenus. Ce sont nos partenaires qui en témoignent... ADA renforce les IMF dans leurs structures, leurs organisations et leur autonomie. Ce sont nos partenaires qui vous l'expliquent... Ils partagent ainsi dans ce rapport leur avis et leur expérience sur

notre collaboration. Ce retour est précieux. Ces témoignages sont des signes de confiance. Surtout, ils sont utiles. Ces visions constituent des indicateurs de nos réussites. ADA fonctionne comme un catalyseur. Ces résultats et ces avis sont des réactifs. Ils permettent de transformer nos projets d'Appui au Développement Autonome, de les adapter pour d'autres régions et pour d'autres pays, ou tout simplement de les améliorer.

Notre Conseil d'administration 2015

Président : Max Meyer

Vice-Présidents : Rémy Jacob et Philippe-Fitzpatrick Onimus

Administrateurs : Nicole Dochen, Karin Faber, Elmar Follmann, Gilles Franck, Patrick Losch, Michel Maquil, Henri Marx, Corinne Molitor, Jacques Prost, Bram Schim van der Loeff, Robert Wagener

Administrateur depuis juin 2015 : Claude Witry



ADA bénéficie du Haut Patronage de Son Altesse Royale la Grande-Duchesse Maria Teresa de Luxembourg.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

ADA est une organisation non-gouvernementale agréée et cofinancée par la Coopération au développement et de l'action humanitaire luxembourgeoise.

Sommaire

Agir avec nos partenaires de terrain

page 04



Le RCPB et le micro-bail

page 05

La FUCEC et les jeunes entrepreneurs

page 07

La PAMF en Côte d'Ivoire

page 09

Construire avec nos partenaires stratégiques

page 10



REDCAMIF et le crédit-habitat

page 11

Réseaux d'Asie du Sud-Est

page 13

Accompagner nos partenaires vers l'autonomie

page 16



Le RIM et la gestion des risques

page 17



Notre offre ADA 3T

page 19



La SAM 2015

page 20

Nos données financières

page 22

Nos principaux projets en 2015

page 24



Partage des connaissances

page 26



Pour plus d'informations sur nos activités : www.ada-microfinance.org

Agir avec nos partenaires de terrain



Notre approche respecte à tout moment une logique de partenariat : il n'est pas d'action menée sur le terrain qui ne soit faite sans y associer nos partenaires. La relation de collaboration est envisagée sous forme d'un échange bilatéral, au bénéfice mutuel des parties. Des savoirs sont échangés et des expertises sont renforcées.

Olivier Massart, Directeur exécutif de ADA

Les agriculteurs s'équipent grâce à la microfinance

Depuis bientôt 15 ans, ADA collabore avec l'institution de microfinance RCPB (Réseau des Caisses Populaires du Burkina Faso) pour développer des microcrédits spécifiques. Nous travaillons actuellement sur un projet de micro-bail pour permettre aux agriculteurs d'acquérir des équipements agricoles modernes afin d'augmenter le rendement de leurs exploitations.

Au Burkina Faso, l'agriculture représente 85% de l'emploi. La contribution de l'ensemble des filières agricoles du pays s'élève à plus de 30% du PIB. Pourtant, les performances de l'agriculture sont freinées par de nombreux obstacles, tant au niveau de la production et de la transformation qu'au niveau de la commercialisation et du financement. Les exploitations motorisées ne représentent que 0,01% de l'ensemble du travail agricole. Il n'est donc guère étonnant que les caisses du RCPB reçoivent de nombreuses demandes de la part de leurs membres pour accéder à des équipements modernes, afin de rentabiliser davantage leurs exploitations.

Le micro-bail, un service innovant pour les agriculteurs

Dans ce contexte, ADA et le RCPB ont développé un produit de micro-bail pour ces agriculteurs en manque de modernité et de rentabilité. La mise en œuvre du projet de micro-bail a débuté par différentes études qui ont guidé la sélection des chaînes de valeurs (coton, riz, céréales et maraîchage) et le choix des équipements selon les besoins des agriculteurs visés, à savoir des tracteurs, motopompes, motoculteurs et moteurs polyvalents avec égreneuses. Le pilote du projet micro-bail a été déployé dans la région de Diébougou au sud-ouest et à Bobo-Dioulasso, à l'ouest du pays.

« Nous avons dû nous structurer d'abord en interne pour assurer la distribution du micro-bail »

Très vite il est apparu nécessaire de créer une unité dédiée au micro-bail au sein du RCPB afin d'assurer le suivi technique et financier du nouveau produit. Cette unité micro-bail a été placée au sein de la structure du CFE (Centre financier aux entrepreneurs) de Bobo-Dioulasso, lequel apporte un soutien aux caisses populaires du RCPB dans l'analyse des crédits dédiés aux entreprises. L'unité micro-bail est composée d'un agronome et d'un mécanicien, en charge de conseiller les clients sur les équipements appropriés en fonction de leurs exploitations agricoles, du bon suivi de la maintenance, ainsi que des formations et de la collecte d'informations. L'analyse du micro-bail est prise en charge par les agents de crédit du CFE. Cette unité, supervisée par le directeur du CFE, est le moteur du projet qui assure la coordination entre tous les acteurs concernés, y compris avec les caisses du projet pilote.



Le mécanisme du micro-bail a été élaboré grâce à l'assistance technique et les outils apportés par ADA. Comme le souligne Mahamoudou Nikiema, Directeur du CFE à Bobo-Dioulasso, « *au-delà de l'appui financier, ADA nous a apporté son expertise pour définir le mécanisme du micro-bail, mais aussi pour le mettre en œuvre, le suivre et l'évaluer* ». De nombreuses procédures ont été rédigées pour encadrer la distribution du micro-bail, que ce soit pour en définir les conditions d'accès et la durée, ou pour préciser toutes les étapes du contrat, de la signature à la livraison de l'équipement.

La maintenance des équipements constitue encore un défi à relever actuellement

L'organisation de la maintenance des équipements mis à disposition dans le cadre du micro-bail est une composante essentielle de la réussite du projet. Mahamoudou Nikiema précise que la formation des agriculteurs à l'utilisation de leur nouvel équipement est fondamentale « *mais reste un défi en soi, notamment parce que les clients habitent souvent en zones reculées difficiles à visiter, et les personnes formées ne*

sont pas toujours celles qui utilisent l'équipement au bout du compte ». Le taux élevé d'analphabétisme en milieu rural et la barrière de la langue locale empêchent aussi la bonne gestion des documents qui accompagnent le micro-bail : contrat, carnet de maintenance, calendrier prévisionnel, etc.

« Le monde rural est riche d'opportunités et en même temps semé d'embûches »

Malgré les nombreuses contraintes auxquelles le monde rural agricole doit faire face, son potentiel de développement futur est énorme. Si le micro-bail peut apporter une réponse aux besoins de financement et de modernisation, les agriculteurs du Burkina Faso nécessitent également l'engagement des pouvoirs publics pour promouvoir les filières agricoles porteuses et développer un marché sous-régional. La conjugaison de ces différentes composantes à l'application des bonnes pratiques agricoles devrait permettre au Burkina Faso de réaliser son potentiel extraordinaire en matière d'agriculture.



Notre partenaire : le RCPB

Le Réseau des Caisses Populaires du Burkina Faso dont les premières caisses ont été créées en 1972, est le plus ancien réseau coopératif d'épargne et de crédit du Burkina Faso et un des plus anciens réseaux en Afrique. C'est aussi la plus grande institution de microfinance du pays.

Le RCPB couvre l'ensemble des 45 provinces du Burkina Faso. Il compte plus de 185 points de vente qui servent environ un million de clients.

Le RCPB est aussi notre IMF partenaire du projet Jeunes Entrepreneurs (voir page 07).

La finance agricole en collaboration avec la FAO

ADA développe aussi son expertise en finance agricole grâce à un partenariat avec la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) qui se déploie selon trois axes d'intervention :

1. La formation en finance agricole en langue française
2. La recherche, notamment via la réalisation et la publication d'études de cas
3. La gestion des connaissances à travers une plateforme dédiée à la finance agricole :

www.ruralfinanceandinvestment.org



Principaux obstacles à la production agricole au Burkina Faso



Irrégularité des conditions météorologiques et faible accès à l'eau



Qualité des sols - baisse de la fertilité



Pression démographique sur les terrains actuellement exploités



Coût des équipements et des intrants



Droits de propriété informels



Taux élevé d'analphabétisme parmi les agriculteurs

ADA, catalyseur de l'entrepreneuriat pour les jeunes africains

L'Afrique recense la population la plus jeune au monde : près de 200 millions d'Africains sont âgés de 15 à 24 ans, et ce chiffre aura doublé d'ici 2045. Malgré le potentiel extraordinaire que les jeunes détiennent pour transformer les économies locales, ils peinent à trouver du financement pour développer leur micro-entreprise.



Manque d'expérience et de maturité, absence de garantie, risques élevés, autant de raisons évoquées pour ne pas financer les activités des jeunes qui ont pourtant un métier dans les mains. Sylvain Messan Danigue, Directeur de l'Analyse, de la planification et des projets à la FUCEC, en fait le constat : « *la proportion des jeunes dans la population togolaise est dominante et une bonne partie des jeunes sont des artisans, mais ils ont beaucoup de difficultés pour s'installer et ouvrir un atelier* ».

Plus de 60 000 jeunes sont crédités de diplômes d'apprentissage dans un corps de métier artisanal chaque année au Togo

C'est face à ce constat que ADA a développé une offre spéciale "jeunes" qui combine services financiers (crédits et épargnes) et non-financiers (éducation financière, conseil en gestion d'entreprise, suivi et accompagnement). Le projet,

intitulé « Jeunes Entrepreneurs », a démarré en 2011 avec le RCPB au Burkina Faso qui distribue le microcrédit jeunes sous le nom de « Créd'art ». Depuis 2015, nous appuyons deux autres IMF, ASUSU au Niger et la FUCEC au Togo, dans la mise en place d'une offre de financement dédiée aux jeunes. Les deux IMF veulent atteindre l'objectif de financement de 900 micro-entreprises et de sensibilisation de 1 800 jeunes fin 2016. Comme le mentionne Sylvain Messan Danigue, « *le financement des jeunes et des jeunes artisans est clairement énoncé dans la mission de la FUCEC-Togo : offrir des services financiers adaptés à toutes les catégories socio-économiques du Togo* ».

L'atelier d'échange avec le RCPB du Burkina Faso a permis à la FUCEC-TOGO de configurer un produit adapté rapidement

Pour mettre en place le produit jeunes avec la FUCEC, nous avons organisé une visite d'échange avec le RCPB afin de profiter des leçons apprises au Burkina Faso. Kodjovi M. Sogan, Responsable des Projets et programmes à la FUCEC, pointe les éléments essentiels de la rencontre : « *grâce au RCPB, nous avons tout de suite compris qu'il faut dédier des agents de crédits spécialisés au nouveau produit dans les caisses, et que ceux-ci doivent être appuyés par un coordinateur à la faïtière. Nous avons aussi compris la nécessité de suivre les activités des jeunes financés de manière permanente*

et de continuer à leur offrir de la formation jusqu'à ce qu'ils soient complètement autonomes ». C'est ainsi que la FUCEC a créé son nouveau produit de crédit dédié aux jeunes qu'elle a baptisé « YouthEspoir ».

« La collaboration avec ADA a apporté un appui considérable à deux grands aspects clés du projet »

Le soutien de ADA à la FUCEC s'est décliné en deux grands volets : l'appui financier, notamment à travers un fonds de garantie pour couvrir une partie des risques de perte en capital, et l'appui technique. « *ADA nous a aidés à développer les modules de formation en éducation financière et en gestion d'entreprise pour les jeunes. Nous avons aussi développé et amélioré nos outils de gestion et de suivi des déboursments* », raconte Sylvain Messan Danigue. ADA finance également une grande partie des charges d'exploitation directement liées à la gestion du produit, ainsi que les prestations de services d'appui-conseil aux jeunes financés.



Le produit YouthEspoir va continuer à se développer dans les prochaines années

La FUCEC continue à s'inspirer des échecs et des améliorations progressives du Créd'art pour faire évoluer son nouveau produit tout au long de la phase pilote, qui va durer jusque début 2017. « Nous avons déjà dispensé les formations préliminaires au déboursement à environ 200 jeunes, mais il nous faut maintenant nouer des partenariats avec des structures d'appui-conseil et des Chambres de métiers en vue d'assurer un service complet de formation aux jeunes entrepreneurs », explique Kodjovi M. Sogan. Les défis pour atteindre la viabilité de YouthEspoir

sont nombreux : l'attractivité du produit auprès de la cible visée, la rentabilité pour l'IMF avant le retrait de ADA et des bailleurs ou encore, la réduction des risques à travers la formation, tant des jeunes que des agents de crédit. Enthousiaste et plein d'entrain, Sylvain Messan Danigue conclut que « si tout va bien avec YouthEspoir, nous essayerons ensuite de développer un produit adapté aux artisans adultes, de plus de 36 ans ». Une motivation certainement renforcée par les excellents résultats de YouthEspoir : en deux mois, ce ne sont pas moins de 85 jeunes qui ont été financés par la FUCEC pour un montant total de plus de 32 millions de FCFA (environ 50 000 euros). Cerise sur le gâteau : la FUCEC a même atteint l'égalité d'accès au crédit entre les genres puisque 53% de ces jeunes financés sont des femmes.

L'engagement continu des Rotary Clubs de Luxembourg

Le projet Jeunes Entrepreneurs de ADA bénéficie du fidèle soutien des Rotary Clubs de Luxembourg à travers leur initiative « Espoir 2005 ».



Parcours d'un jeune entrepreneur accompagné par la FUCEC



Les résultats encourageants du Créd'art



Depuis le début de sa distribution en 2011, le Créd'art a montré des résultats encourageants :

- 1 687 jeunes ont été financés et accompagnés pour un volume total atteignant 1 million d'euros.
- 84% des micro-entreprises financées en 2008-2009 sont toujours en activité aujourd'hui.
- 2 300 emplois créés : les micro-entrepreneurs + les apprentis et le personnel engagé.

Le Créd'art prouve qu'un microcrédit jeune bien maîtrisé peut être rentable pour l'IMF tout en apportant une vraie plus-value à la société. En 2015, le produit a été répliqué dans deux nouvelles villes au Burkina Faso, Bobo-Dioulasso et Koudougou.

Notre partenaire : la FUCEC

La FUCEC-TOGO est le plus grand réseau d'unités coopératives d'épargne et de crédit au Togo avec 40 caisses de base et 107 sites de production (sièges, agences et guichets des Coopéc), coordonnés par une Direction générale. Fin décembre 2015, la FUCEC-TOGO compte 761 151 membres avec un total d'actifs consolidés de 107 milliards de FCFA, soit 163 millions d'euros.

La mission de la FUCEC-TOGO est d'offrir de façon pérenne des services financiers sécuritaires, rentables, accessibles aux populations démunies et aux autres catégories socio-économiques du Togo à travers un réseau unifié de coopératives financières, soucieux de toujours appliquer les meilleures pratiques en matière de gestion.

« L'expérience de ADA et l'assistance technique proposée ont été déterminantes »

La Première Agence de Microfinance (PAMF) est une institution de l'Agence Aga Khan pour la Microfinance (AKAM). Elle mène ses activités dans trois pays, au Mali, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Dans ce dernier pays, ADA a accompagné la PAMF pour l'obtention d'un prêt de 400 000 euros auprès du LMDF (Luxembourg Microfinance Development Fund).

La relation avec la PAMF est encore récente. Elle ne date que de juin 2015. Elle est pourtant déjà prometteuse, car ce partenariat s'est construit et développé rapidement. Il pourrait d'ailleurs s'étendre prochainement aux autres pays de la sous-région. Il faut dire que la PAMF vise à « *devenir rapidement le partenaire financier privilégié du monde rural et des zones urbaines défavorisées* » explique Olivia Fechner, Chargée d'investissements chez ADA. Ces thématiques sont en effet chères à ADA. La PAMF Côte d'Ivoire a d'ailleurs son siège à Bouaké, dans le nord, la partie agricole et pauvre du pays. « *ADA est une organisation très connue dans l'industrie de la microfinance comme étant un fournisseur de services financiers et non financiers aux IMF* », explique Birame Kané, le DG de la PAMF. « *Un partenariat était donc logique et les discussions sont allées très vite* » conclut-il.

« Répondre aux besoins croissants de notre clientèle »

Avec ses quatre agences, la PAMF Côte d'Ivoire couvre le nord du territoire, la région du coton. Elle compte environ 16 500 clients dans une zone étendue. Elle cherche donc à renforcer son réseau et à développer des projets de banque sur téléphones portables. « *Nous avons ainsi besoin d'une source supplémentaire de financement de notre portefeuille de crédit pour répondre aux besoins croissants de notre clientèle* », précise Birame Kané. « *Avec ADA et son expertise en finance agricole, nous avons tout de suite eu une bonne compréhension* », ajoute-t-il. Dans cette région très peu bancarisée,

la PAMF a mis en place des crédits qui tiennent compte de la saisonnalité des revenus agricoles. L'IMF permet ainsi aux bénéficiaires de payer le capital in fine, une fois les récoltes vendues. La PAMF finance aussi les femmes des agriculteurs lorsqu'elles exercent des activités génératrices de revenus et leur propose même des sessions d'éducation financière en partenariat avec d'autres filiales du réseau Aga Khan.

Une formation à la gestion des risques

La PAMF Côte d'Ivoire est une institution particulièrement transparente pour ses clients. Les conditions pour accéder au crédit sont souples et les contrats ne recèlent aucun frais caché. Dans ces conditions, « *l'appui de ADA nous permet d'accroître notre capacité et de mieux répondre à la demande de notre clientèle* », analyse Birame Kané. Ainsi, un membre du management de la PAMF s'est récemment rendu au Luxembourg pour participer à la formation organisée

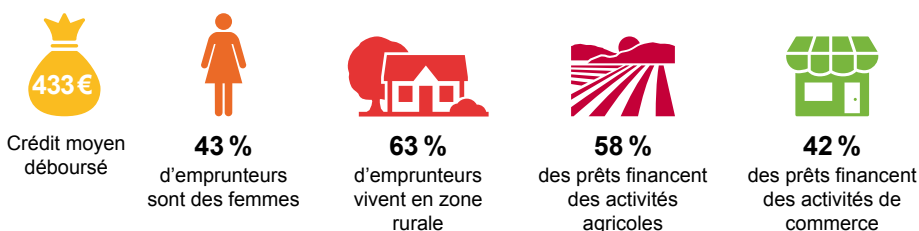
par ADA et l'ATTF sur la gestion des risques (voir page 18). « *L'expérience de ADA et l'assistance technique proposée ont été déterminantes pour nous* », ajoute le DG, qui souligne aussi que ADA a pu apporter « *une subvention du risque de change* ». Cet apport a réduit le coût de l'emprunt auprès du LMDF et donc par conséquent, celui des clients finaux.

« ADA, notre partenaire financier privilégié »

AKAM, l'actionnaire principal, n'a pas d'exigence de rentabilité excessive, même si l'objectif de l'IMF est de couvrir ses coûts pour être viable sur le long terme. La PAMF Côte d'Ivoire développe donc un équilibre entre objectifs sociaux et financiers. Elle met ainsi en place des outils pour mesurer et améliorer son impact social. Un choix et des valeurs que partage aussi ADA, dont l'appui pourrait, dans les prochaines années, se renforcer. Pas étonnant alors que Birame Kané affiche clairement sa volonté : « *Nous voulons faire de ADA notre partenaire financier privilégié* ».

La PAMF Côte d'Ivoire en chiffres

16 500 clients - 3,6 millions d'euros d'encours de crédit



Construire avec nos partenaires stratégiques



ADA et REDCAMIF sont des partenaires de longue date. J'apprécie grandement le mode de travail de ADA, sa transparence dans notre relation, sa flexibilité et son adaptation constante à l'environnement. Tout au long du processus de développement du crédit-habitat, ADA nous a apporté un soutien technique essentiel. Nous avons collaboré pour élaborer la méthodologie, sélectionner les IMF pilotes, créer les outils de développement et de suivi du projet, ainsi que pour concevoir le nouveau crédit et structurer sa distribution dans chacun des sept pays.

Iván Gutiérrez, Directeur exécutif, REDCAMIF



Des crédits pour accéder au logement en Amérique centrale et en République dominicaine

ADA et REDCAMIF mènent un projet d'expansion de la finance inclusive en Amérique centrale et en République dominicaine depuis 2012. Un des piliers de ce projet consiste à développer et promouvoir des produits financiers innovants, qui répondent aux besoins exprimés par les clients des IMF de la région. C'est le cas du crédit-habitat qui permet d'accéder à un logement décent, c'est-à-dire avec accès à l'eau, à l'électricité et un raccordement aux égouts.

L'accès au logement est une thématique qui reflète bien l'un de nos besoins primaires : le besoin de sécurité. Le diagnostic mené au début du projet dans la région l'avait d'ailleurs fait apparaître clairement : les populations demandent à pouvoir accéder à un logement. Iván Gutiérrez, Directeur exécutif de REDCAMIF, explique que l'accès au logement « permet de générer des processus de changement, d'appropriation et un sentiment d'appartenance dont ces familles pauvres ont été privées dans le passé. Cette évolution positive profite en général à l'ensemble de la famille ». Dans ce contexte, nous avons structuré un crédit-habitat innovant qui peut répondre à cette demande légitime. Le crédit-habitat doit être entendu de manière plus large que l'accès au simple logement. Pour les populations pauvres, le logement représente le lieu où vit la famille, et dans de nombreux cas, plus d'une famille, mais aussi le lieu de la production ou de la commercialisation de ses produits ou de son activité génératrice de revenus.

L'accès au logement fournit plus qu'un toit et des murs aux bénéficiaires du crédit.

Un crédit progressif, élaboré en fonction des besoins des clients

Le nouveau crédit-habitat a été élaboré selon les besoins des clients détectés lors du diagnostic et grâce aux études de marché et de viabilité menées en amont. Comme le précise Iván Gutiérrez, « la particularité de ce nouveau crédit-habitat, c'est son caractère progressif, dans le sens où il offre différentes options d'investissement : il peut servir à la réparation ou l'amélioration d'un logement ou à sa construction. Il peut aussi financer l'achat d'un terrain à bâtir ou d'un logement existant. Le client peut aussi commencer à épargner pour financer son logement ou encore, pour ceux qui vivent en zone rurale, recevoir les services de base comme l'eau, l'électricité et le raccordement aux égouts ».

Intégrer des experts en construction, la clé de la réussite du crédit-habitat

L'innovation de ce crédit-habitat réside aussi dans le fait qu'il s'accompagne d'un service d'assistance technique à la construction. Des équipes ont donc été créées au sein de chaque réseau national ou directement dans l'IMF qui propose le crédit-habitat afin de suivre et de conseiller les clients par rapport à tous les aspects techniques de leur projet : choix des matériaux, des fournisseurs, droit de propriété, etc. Comme le décrit Roberto Ruiz Pineda, Directeur exécutif de World Relief Honduras, une IMF qui participe au projet du crédit-habitat, « l'assistance technique à la construction bénéficie au client qui reçoit des conseils en matière de construction et de budget, permettant ainsi d'éviter de graves erreurs. Mais elle profite aussi à l'IMF, parce que si elle finance des projets de construction

solides, elle court moins de risques de non-remboursement ».

Des IMF pilotes pour tester la distribution de ce crédit innovant

Le pilote de ce projet de crédit-habitat a été déployé dans deux IMF de chacun des sept pays de la région, soit dans 14 IMF au total, lesquelles ont commencé à déboursier les premiers crédits-habitat fin 2015. Ce nouveau produit a nécessité une grande faculté d'adaptation de la part des IMF porteuses du projet pilote. Roberto précise que « tant au siège que dans nos agences, nous avons modifié notre structure opérationnelle afin de concrétiser au maximum le nouveau projet de crédit-habitat. Du personnel dédié a été formé, et nous avons dû nous familiariser avec l'ensemble des nouvelles procédures que nécessite la distribution de ce nouveau crédit ». Les efforts des IMF pilotes sont aujourd'hui récompensés.

L'IMF World Relief Honduras a vu le nombre de ses clients augmenter sensiblement dès la distribution du nouveau crédit-habitat.

Si on considère l'ensemble des 14 IMF qui ont lancé le projet pilote, ce sont déjà plus de 140 crédits qui ont été approuvés pour un montant total de 2,5 millions de dollars US à fin 2015. La phase pilote du nouveau crédit-habitat, qui s'étendra sur deux ans, devrait atteindre les 4 300 clients, tout pays confondu. Voilà donc une belle réalisation du projet mené depuis 2012 avec notre partenaire REDCAMIF. « Tout au long du processus, du diagnostic préliminaire effectué en 2012, jusqu'au déboursement de ces premiers crédits-habitats, ADA a apporté un soutien technique essentiel, notamment pour élaborer la méthodologie et les outils de développement et de suivi du projet ainsi que pour concevoir les produits et structurer l'assistance technique à la construction dans chacun des pays ». conclut Iván.

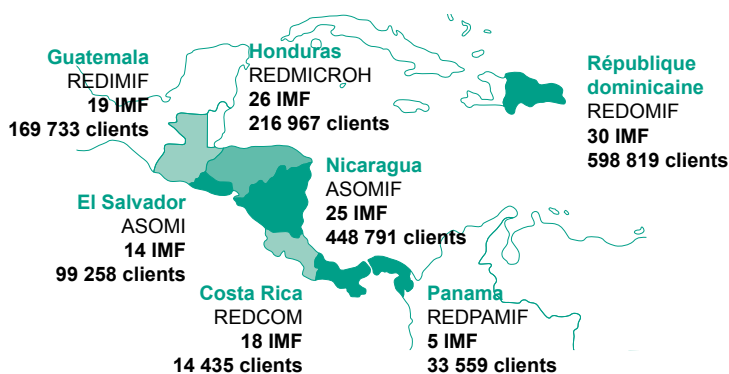
REDCAMIF : un impact démultiplié



REDCAMIF est un réseau régional qui vise à développer et consolider le secteur de la microfinance en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Il représente les réseaux nationaux de 7 pays.


7 pays - 7 réseaux


137 IMF



Total


1 581 562 clients


dont 55% de femmes

Renforcer les réseaux pour amplifier l'inclusion financière en Asie du Sud-Est

En consolidant les associations professionnelles du Laos, du Cambodge et du Vietnam, ADA participe à la professionnalisation de l'ensemble du secteur de la région. Grâce à des associations plus fortes et plus compétentes, les institutions de microfinance sont capables de développer des services et des produits mieux adaptés aux besoins des populations à faible revenu.

Bien que relativement récentes, les associations professionnelles et réseaux d'institutions de microfinance jouent un rôle essentiel pour accélérer l'inclusion financière. En contribuant à créer des conditions favorables au développement du secteur, elles constituent un puissant moyen d'expansion des services et produits de la finance inclusive.

L'objectif de notre projet en Asie du Sud-Est est donc de participer au renforcement des associations professionnelles du Laos, du Cambodge et du Vietnam afin qu'à leur tour, elles puissent soutenir leurs IMF membres efficacement. Le but est aussi de permettre à ces associations de devenir de véritables porte-parole capables de promouvoir le secteur face aux autorités et autres parties prenantes.

Le renforcement apporté par ADA se décline en trois grands axes d'intervention :

1. L'appui à la professionnalisation des associations

Nous renforçons les compétences des associations grâce à des formations et un accompagnement sur-mesure en fonction de leurs besoins. Il peut s'agir de réaliser des audits, de former aux bonnes pratiques en matière de gouvernance, de développer les capacités du personnel de l'association, de participer au développement stratégique ou encore d'appuyer

les démarches de plaidoyer auprès des régulateurs. Comme le souligne Khanmany Southammavong, membre du Conseil d'administration de l'association professionnelle du Laos, LMFA (Lao Microfinance Association), « *le soutien continu de ADA nous a aidés à développer un rôle fort et central dans le secteur au Laos, notamment en réduisant l'écart entre nous et les régulateurs* ».

2. L'appui à l'offre de services aux IMF membres

Nous encourageons les associations à développer des services de renforcement des capacités des IMF sur des thématiques telles que la gestion des risques, l'analyse des indicateurs de performance financière ou encore le développement de nouveaux produits. En 2015, ADA a participé à la conception du cours de Certification en gestion de microfinance (MFMCC) qui est devenu obligatoire pour tous les directeurs d'IMF au Laos.

Khanmany Southammavong, qui est aussi Directrice exécutive de l'IMF Patukham au Laos, raconte : « *Patukham est une petite IMF et nous n'étions pas en mesure d'embaucher des experts pour leur demander conseil en termes de gestion de notre IMF. Grâce à LMFA, nous avons pu suivre le cours MFMCC. Le cours est très complet et il nous a fourni des outils pour améliorer notre gestion. Depuis, Patukham a réussi à réduire ses créances douteuses et à améliorer sa capacité d'analyse financière* ».

3. L'appui à la communication entre les acteurs et à la coordination de leurs actions

Nous participons à la mise en place de systèmes de monitoring communs d'indicateurs financiers et sociaux et nous sensibilisons à la promotion de la transparence et au partage d'information. Ce dernier passe notamment par la création de centres de documentation et l'appui à la réalisation de publications et de supports de communication.

Nous facilitons la concertation entre les trois associations professionnelles afin qu'elles échangent les leçons apprises tout au long du programme d'appui, capitalisent leurs expériences et développent des synergies sur des questions communes. Khanmany Southammavong se souvient d'une réunion d'échange avec le Conseil d'administration de l'association du Cambodge comme « *une opportunité unique d'apprendre des expériences de nos voisins* ».



La Banque centrale du Laos : un acteur clé du développement du secteur



Dr Akhom Praseuth

Dans le processus de professionnalisation et de consolidation du secteur de la microfinance au Laos, le rôle de la Banque centrale est primordial. C'est en effet la Banque centrale du Laos (Bank of the Lao PDR - BOL) qui a le pouvoir d'organiser et de réguler efficacement le secteur pour l'amener à prospérer.

Entretien avec Dr Akhom Praseuth, Directeur général du Département de Supervision des institutions financières à la BOL.

Quel est le rôle principal de la BOL dans le développement du secteur de la microfinance ?

Le rôle de la BOL est de définir des politiques visant à promouvoir et renforcer les institutions de microfinance pour qu'elles soient durables et qu'elles respectent la protection de leurs clients. Nous vérifions aussi que les IMF sont conformes aux réglementations en surveillant régulièrement leurs opérations. En outre, la BOL, en partenariat avec différentes parties prenantes, propose des formations pour renforcer et améliorer les compétences des acteurs du secteur.

Comment travaillez-vous avec le réseau national LMFA ?

La BOL travaille très étroitement avec le réseau LMFA, particulièrement sur le renforcement des capacités des IMF. Depuis peu, le Certificat de gestion de microfinance (MFMCC) est devenu obligatoire pour tous les directeurs d'IMF du pays. Ce cours a été développé par la Frankfurt School en collaboration avec ADA et le réseau LMFA, auquel nous avons apporté notre soutien, notamment pour la partie sur la conformité et l'audit interne. En outre, nous rencontrons le réseau LMFA très régulièrement pour échanger expériences et informations.

Quelles sont les principaux progrès que le secteur a réalisés ces dernières années ?

De nombreux règlements pour superviser les IMF ont vu le jour et la BOL s'est organisée pour suivre et vérifier leurs activités régulièrement. Le cours pour obtenir le Certificat de gestion de microfinance a déjà été donné deux fois, formant plus de 40 directeurs d'IMF en 2015. Le secteur a donc été régulé et davantage professionnalisé.

La BOL a aussi participé, en collaboration avec un projet de la GIZ et un programme du FENU, à la mise en place de conditions favorables pour les transferts d'argent par téléphone mobile, une avancée technologique d'importance pour le secteur.

Quels sont les principaux défis du secteur dans les années à venir ?

Les IMF de la République démocratique populaire lao sont encore jeunes en termes de ressources humaines et financières, de sorte que, dans un avenir proche, nous allons nous concentrer davantage sur le renforcement des capacités pour consolider les IMF, assurer que leurs clients comprennent l'aspect financier de la microfinance et que ces IMF prennent une responsabilité sociale plus forte.

Notre partenaire : LMFA - Lao Microfinance Association

L'association professionnelle du Laos – LMFA (Lao Microfinance Association) – représente 66 membres dont 48 IMF, soit environ 60% du secteur de la microfinance formelle de la République démocratique populaire lao. Ces IMF membres rassemblent environ 170 000 clients, bénéficiaires indirects des services proposés par l'association.

Le Laos

La République démocratique populaire lao compte environ 6,9 millions de personnes qui vivent dans ses 18 provinces, dont 63% en zones rurales. Le Laos est l'une des économies les plus dynamiques de la région d'Asie du Sud-Est. Bien qu'il soit toujours un des pays les moins avancés (PMA), le Laos a fait des progrès significatifs dans la lutte contre la pauvreté au cours des deux dernières décennies, avec un taux de pauvreté qui a chuté de 46% en 1992 à 23% en 2015.

Capitale : Vientiane
Taux de pauvreté : 23%
Espérance de vie : 66,2 ans
Taux d'alphabétisation des + de 15 ans : 72,7%
IDH : 141 sur 187 pays
Source : PNUD - 2015



Nos partenaires

Nos partenaires de terrain nous permettent d'agir, mais rien n'aurait été possible sans l'appui de nos partenaires institutionnels. Merci à tous ceux qui nous soutiennent !



Merci à tous ceux qui ont soutenu la SAM 2015



Accompagner nos partenaires vers l'autonomie



Après avoir identifié les objectifs du coaching au cours de l'atelier à Luxembourg, une approche ordonnée et réaliste de la gestion des risques a été adoptée. Cet exercice a été une véritable révélation pour toute la direction. Une feuille de route a été fixée pour mettre en place un système de gestion des risques bien structuré et pour aider à maintenir l'organisation sur une bonne voie pour sa croissance.

Dolores M. Torres, Directrice exécutive, CARD Bank Philippines

Gérer les risques en microfinance

Toutes les institutions de microfinance (IMF) sont amenées quotidiennement à prendre des décisions pour gérer l'ensemble de leur fonctionnement afin d'atteindre une rentabilité financière et sociale stable. Cependant, à l'image des institutions financières du nord, elles évoluent dans un environnement en constante transformation dans lequel elles doivent manœuvrer prudemment pour éviter les nombreux écueils que sont les risques. Risques de crédit, risques financiers, risques opérationnels... autant de périls qu'il faut apprendre à maîtriser pour être en mesure de prendre des décisions éclairées.



Une gestion des risques efficace est un facteur déterminant de la viabilité d'une institution. Elle contribue à la santé générale de l'IMF en la rendant plus stable et plus résiliente face aux catastrophes et bouleversements de son environnement. Elle permet en outre d'assurer la protection du client. Appliquée correctement, la gestion des risques renforce également la crédibilité de l'IMF sur le marché et génère de nouvelles opportunités de croissance. Pourtant, l'importance de la gestion des risques et de son rôle au sein des institutions de microfinance n'a pas encore été pleinement réalisée.

et Triple Jump) ont uni leur expertise pour créer une plateforme dédiée à la promotion et l'enseignement des bonnes pratiques en gestion des risques dans le secteur de la microfinance : la *Risk Management Initiative in Microfinance* ou RIM (Initiative pour la gestion des risques dans la microfinance). Comme l'explique Kevin Fryatt, Directeur du RIM : « *un objectif important de l'initiative est de changer la manière d'aborder la gestion des risques et de passer de "qu'est-ce que la gestion des risques et comment faire ?" à "pourquoi la gestion des risques est importante pour mon organisation et mes clients ?" ».*

Une collaboration d'experts pour promouvoir la gestion des risques

Partant de ce constat, ADA et ses partenaires (Calmeadow, Center for Financial Inclusion - Accion, MEDA, Solutions MFX, Microfinanza, Oikocredit

Dans ce but, le RIM a développé un outil fondé sur les bonnes pratiques actuelles en gestion des risques, en accord avec la réglementation de Bâle et adapté pour la microfinance. Cet outil se présente comme une feuille de route à suivre pour améliorer la gestion des risques au sein de l'IMF et s'intitule *Modèle de progression dans la gestion des risques pour les IMF* (MPGR).





Le MPGR, un outil adapté et évolutif

L'objectif du MPGR est de permettre aux IMF d'évaluer leurs carences en gestion des risques par rapport aux bonnes pratiques du secteur et d'utiliser ces résultats pour élaborer un plan d'amélioration stratégique de leur gestion des risques. Dernièrement, ADA a d'ailleurs conduit une mission d'évaluation en utilisant cet outil pour une IMF au Bénin. De nombreuses recommandations ont pu être formulées, permettant à cette IMF de se renforcer et d'améliorer sa gouvernance.

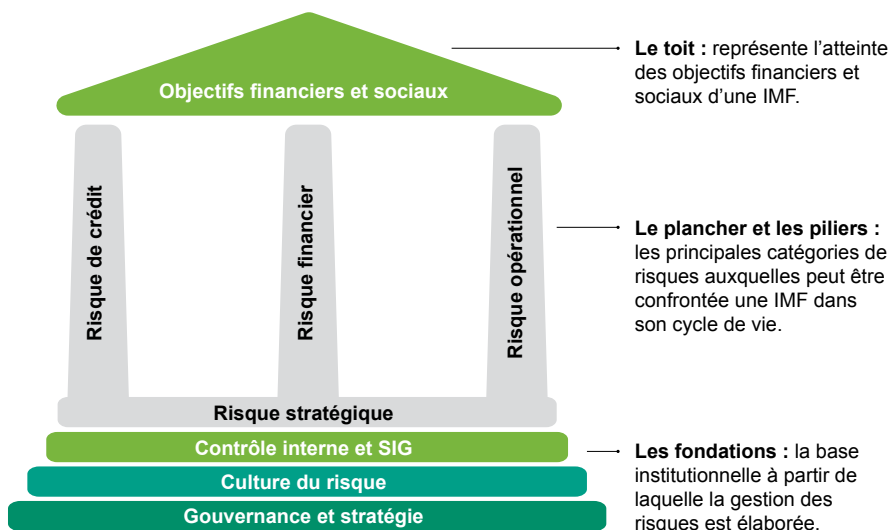
L'outil MPGR est adapté en fonction du niveau de l'IMF : l'ensemble de bonnes pratiques et des outils de suivi qu'il

propose tiennent compte de la taille de l'IMF, de sa complexité, de sa structure ainsi que de ses objectifs économiques et de son profil de risque. Par exemple, les risques pour une IMF qui collecte l'épargne sont différents des risques encourus par une IMF qui n'offre que du crédit.

Le MPGR est aussi évolutif, il considère que les risques se complexifient à mesure que l'IMF grandit. La gestion des risques devrait donc continuer à croître et à évoluer tant que l'IMF se développe et évolue. Le MPGR examine cette évolution au niveau de chacune des composantes de la gestion des risques. Pour figurer la démarche, les composantes sont représentées comme les différents éléments d'une maison. La « maison de la gestion des risques » illustre les principaux éléments d'un système de gestion des risques adéquat, leurs fonctions et leur interdépendance.

L'outil MPGR a déjà été testé dans plus de 14 pays à travers le monde, s'adapte à tout contexte juridique et opérationnel et est téléchargeable gratuitement. Selon Kevin Fryatt, cette disponibilité « *réduit le fossé entre ceux qui ont les moyens de payer de la consultance en gestion des risques et ceux qui ne les ont pas. Le MPGR permet aux individus et aux institutions d'entamer la route de la gestion des risques avec les meilleures pratiques à portée de main* ». Téléchargez gratuitement le Modèle de progression dans la gestion des risques pour les IMF (MPGR) sur le site du RIM : www.riminitiative.org

La maison de la gestion des risques



La gestion des risques, aussi avec REDCAMIF



Dans le cadre de notre projet avec REDCAMIF, nous avons mené une étude régionale sur les besoins en gestion des risques en Amérique centrale. L'étude a été réalisée selon la méthodologie développée par le RIM et porte sur 16 IMF de la région centraméricaine. Les conclusions recommandent toute une série de mesures pour améliorer la gestion des risques au sein des IMF étudiées.

Notre partenaire : ATTF - Agence de transfert de technologie financière



Depuis 2008, ADA et l'ATTF, en collaboration avec l'ALRiM, organisent un séminaire sur l'excellence en gestion des risques à Luxembourg. L'idée est de proposer aux directeurs d'IMF de se former pendant une semaine, puis d'obtenir un accompagnement technique personnalisé par un gestionnaire de risque luxembourgeois. Ce coaching du nord vers le sud dure une année, au bout de laquelle l'IMF bénéficiaire présente les résultats de sa gestion des risques améliorée pendant le processus d'accompagnement.

ADA 3T : 3 manières de professionnaliser les IMF

La finance inclusive est un secteur en pleine croissance qui exige des compétences de plus en plus pointues. Former et développer les compétences des acteurs de la microfinance est donc essentiel, notamment pour renforcer leur autonomie, une valeur-clé de ADA.

ADA 3T rassemble les services de professionnalisation de ADA qui se déclinent en outils, formations et assistance technique pour les institutions de microfinance et les associations professionnelles. L'objectif est de les aider à développer leur offre de services, améliorer leur gestion quotidienne et maximiser la performance sociale et financière de leur institution.



Deux formations dispensées chaque semaine dans le monde

Dans les pays du Sud, les besoins sont tellement importants que les formations dispensées par ADA ne peuvent toucher qu'un nombre limité d'acteurs. C'est pourquoi nous avons développé une offre pour former des formateurs qui prennent le relais. L'objectif est de transférer les connaissances et de développer les compétences au niveau local afin de décupler l'impact de nos formations.

En 2015, environ 100 formations ont ainsi été données par des collaborateurs ADA ou par des formateurs formés et habilités par ADA en Afrique, en Amérique latine, en Asie du Sud-Est et dans la région MENA. Sur l'année, ces formations ont représenté une durée cumulée de 350 jours et ont touché plus de 1 500 participants.

ADA 3T s'articule autour de quatre thématiques clés :

	Performance financière et sociale	Gestion des risques	Gouvernance et transparence	Diversification des produits
Outils	<ul style="list-style-type: none"> - Microfact microfinance - MicroVision - SPI4 	<ul style="list-style-type: none"> - MPGR – évaluation des risques (RIM Initiative, voir page 17) 	<ul style="list-style-type: none"> - Auto-évaluation et notation 	<ul style="list-style-type: none"> - Microfact micro-assurance
Formations	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation de Microfact - SIMFI - jeu de simulation en microfinance - Analyse financière - Comptabilité 	<ul style="list-style-type: none"> - SIMFI - jeu de simulation en gestion des risques - Gestion des risques 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernance des IMF - Transparence des IMF 	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation de Microfact micro-assurance - Développement de nouveaux produits - Finance agricole
Assistance technique	<ul style="list-style-type: none"> - Audit social SPI4 	<ul style="list-style-type: none"> - Excellence en gestion des risques + coaching 	<ul style="list-style-type: none"> - en développement 	<ul style="list-style-type: none"> - KPI Audit micro-assurance

La SAM 2015, évènement phare de la microfinance en Afrique

La 2^e édition de la SAM s'est tenue du 29 juin au 3 juillet 2015 à Dakar, Sénégal, et a rassemblé plus de 500 participants autour du thème : *Innovier pour accélérer la finance rurale en Afrique*. Les débats et sessions de la conférence se sont penchés sur les solutions pour accélérer les financements innovants en milieu rural en Afrique, ainsi que sur les défis que représentent l'exode rural, la production et la distribution alimentaire, le changement climatique et la protection de l'environnement.

La SAM 2015 a accueilli la 7^e Foire aux investisseurs en microfinance de AMT et pour la première fois, un Salon de l'Innovation dédié aux fournisseurs de nouvelles technologies opérant au service de l'inclusion financière et du développement rural africain. En outre, doctorants, chercheurs et experts internationaux ont été invités à participer au Colloque *Research Meets Africa*, un Colloque UMM organisé conjointement par ADA et Positive Planet sur le thème : « *Favoriser la recherche sur l'innovation pour accélérer l'inclusion financière rurale en Afrique* ».

La SAM 2015 a été organisée par ADA sur initiative des réseaux africains AMT,



AFMIN, AFRACA et MAIN, en bénéficiant du soutien des gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg et du Sénégal.

Rendez-vous sur le site de la SAM pour télécharger le rapport de l'édition 2015 et les présentations des orateurs : www.microfinance-afrique.org

La SAM – Semaine Africaine de la Microfinance



L'évènement rassemble des acteurs de l'ensemble de l'industrie de la microfinance : investisseurs, IMF, chercheurs, banques, réseaux, gouvernements, etc. L'objectif est de créer un véritable cadre d'échanges et de réflexions pour contribuer à accélérer l'inclusion financière et la croissance économique du continent.

Rendez-vous à la prochaine édition en 2017 !



La SAM est un cadre idéal de partage d'expérience, un rendez-vous pour donner et échanger entre acteurs du continent. J'espère qu'à long terme, la SAM favorisera la mise en commun entre réseaux africains, que ce soit pour la recherche de financement, l'organisation de formations, le partage de coûts de certains services, etc. J'invite tous les acteurs du

secteur à participer aux prochaines SAM pour que cet évènement devienne un instrument puissant qui jouera sa partition dans le grand orchestre du développement et de la lutte contre l'exclusion financière en Afrique.

Mohamed Attanda, Directeur exécutif du réseau MAIN





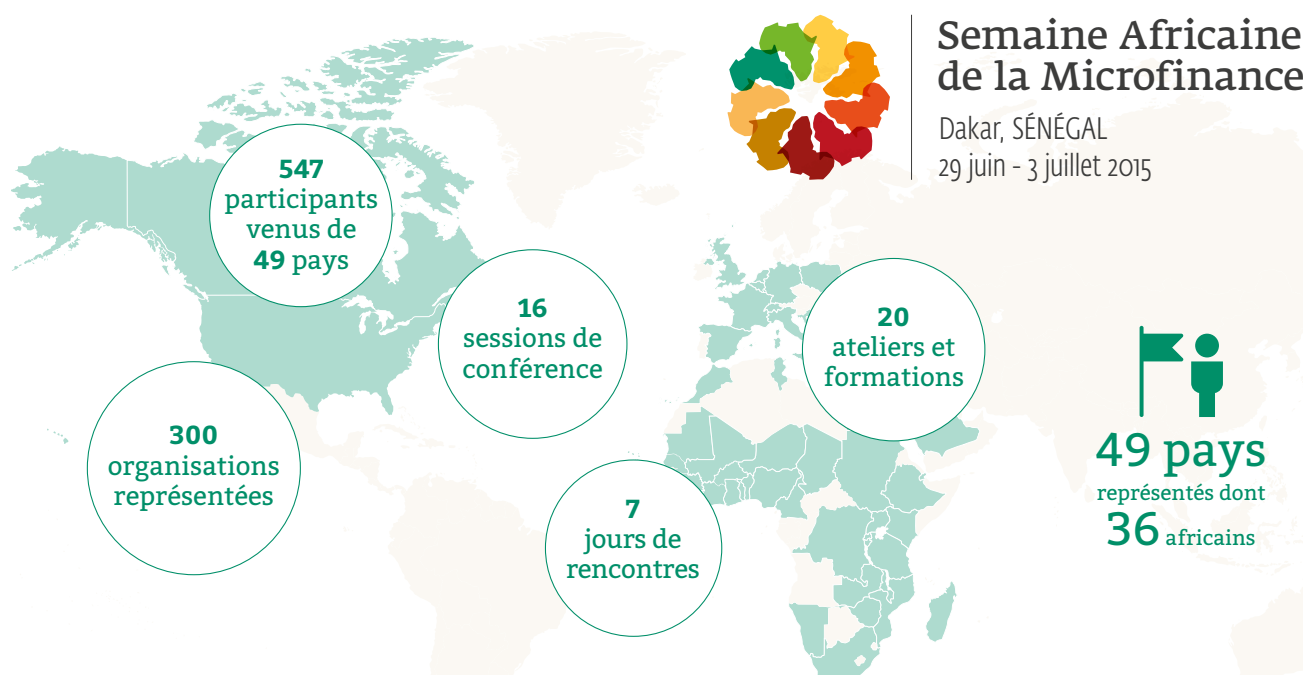
De gauche à droite : Ousmane THIONGANE, Président de l'AFMIN ; Luca LAZZAROLI, Directeur général et Chef adjoint des opérations, BEI ; Romain SCHNEIDER, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Luxembourg ; Moustapha DIOP, Ministre délégué, Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, Chargé de la Microfinance et de l'économie solidaire, Sénégal ; Eugène SERUFULI, Ministre du Développement rural de la RDC ; Khady DIOR NDIAYE, Directrice générale de Citibank Sénégal ; Lamine GUEYE, Président de l'APSFD Sénégal.



La première édition du Salon de l'Innovation



La 7^e Foire aux investisseurs de AMT



Bilan (EUR)

Actif du bilan au 31/12/2015

	12/31/2015	12/31/2014
Actif immobilisé		
Immobilisations incorporelles	20 595	-
Immobilisations corporelles	657 398	775 582
Immobilisations financières	1 439 195	1 430 049
Total actif immobilisé	2 117 188	2 205 631
Actif circulant		
Créances liées à la gestion des programmes	567 808	292 974
Autres débiteurs divers	13 622	62 164
Avoirs en banque, avoires en compte, chèques postaux	848 581	1 054 392
Total actif circulant	1 430 011	1 409 530
Comptes de régularisation	285 708	112 710
Total de l'actif	3 832 907	3 727 871

Passif du bilan au 31/12/2015

	12/31/2015	12/31/2014
Fonds propres		
Fonds associatifs	449 906	449 906
Réserve pour projets à réaliser	384 623	384 623
Résultats reportés	-100 194	188 652
Excédent / (déficit) de l'exercice	354 528	-288 846
Correction perte comptable 2014	286 618	-
Excédent / (déficit) économique de l'exercice	67 910	-288 846
Fonds historique pour investissement	1 201 229	1 201 229
Plus / Moins-values sur investissements (depuis 2010)	13 918	4 772
Total fonds et réserves	2 304 010	1 940 336
Dettes envers des établissements de crédit	620 353	455 405
Provisions pour risques, charges et litiges	88 030	49 855
Fonds dédiés	275 316	586 675
Dettes fournisseurs	304 793	549 615
Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale	31 758	72 868
Comptes de régularisation	208 647	73 117
Total du passif	3 832 907	3 727 871

Les comptes de ADA ont été audités par PricewaterhouseCoopers.

Le rapport des comptes audités 2015 de ADA est disponible sur www.ada-microfinance.org.

Compte d'exploitation (EUR)

Compte d'exploitation au 31/12/2015

	2015	2014
Fonds dédiés / Report de fonds n-1	300 057	3 605 582
Financements MAE	6 503 847	3 517 368
Financements partenaires publics internationaux	322 671	409 571
Cotisations, dons privés	188 028	54 517
Produits sur prestations	596 841	297 951
Autres produits d'exploitation	94 553	130 496
Reprises sur corrections de valeurs, sur provisions	47 651	54 233
Produits d'exploitation	8 053 647	8 069 717
Fournitures et consommables	60 258	68 345
Charges d'exploitation liées aux activités de développement	1 937 979	2 527 468
Soutien au développement et autres aides versées	2 469 770	2 632 876
Autres charges d'exploitation	518 760	545 372
Taxes et versements assimilés	-	-
Charges de personnel	2 620 659	2 346 933
Dotation aux amort. et corrections de valeur	142 240	142 523
Engagements à réaliser sur financements reçus	275 316	51 567
Charges d'exploitation	8 024 982	8 315 084
Solde d'exploitation	28 665	-245 367
Produits financiers	8 679	4 035
Charges financières	11 422	12 358
Résultat financier	-2 743	-8 323
Résultat courant	25 923	-253 690
Produits exceptionnels	198 034	813
Correction perte comptable 2014	286 618	
Autres produits exceptionnels	198 034	
Charges exceptionnelles	156 045	35 969
Résultat exceptionnel	41 989	-35 156
Excédent / (déficit) économique de l'exercice	67 911	
Correction perte comptable 2014	286 618	
Excédent / (déficit) comptable de l'exercice	354 529	-288 846

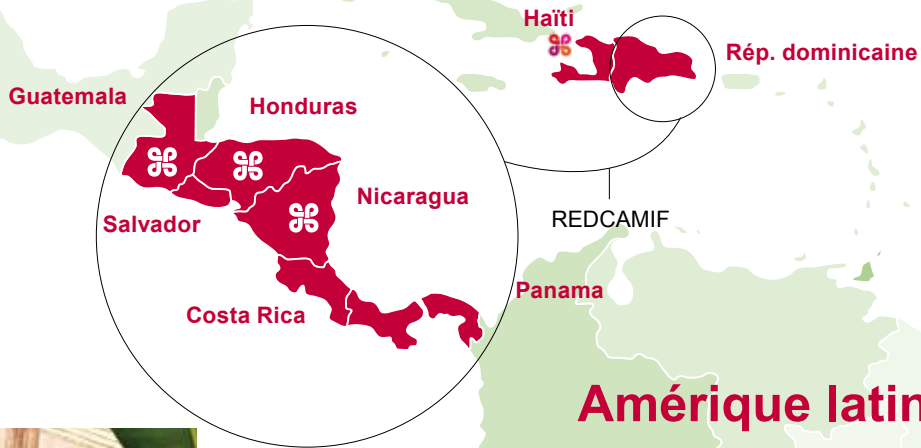
Nos principaux projets en 2015

En 2015, ADA a organisé plus de **100 formations** dans le monde.



Investissements réalisés par LMDF sur conseil de ADA en 2015.

En 2015, LMDF a investi dans 10 pays du Sud sur conseil de ADA pour un montant total de 6,4 millions d'euros de déboursement. Fin décembre 2015, ADA gère un portefeuille sous gestion de 35 IMF, pour un volume de 17,3 millions d'euros, réparties dans 17 pays, en Asie, en Afrique et en Amérique latine.



Asie du Sud-Est



Les Midis de la microfinance à Luxembourg

Les « Midis de la microfinance et de l'inclusion financière » sont des conférences organisées durant la pause-déjeuner à Luxembourg et dédiées à sensibiliser le grand public aux enjeux et aux évolutions de la finance inclusive. La 30^e édition du Midi a abordé les difficultés engendrées par la crise Ebola.

Ebola : quel impact sur la microfinance ? Le cas concret du Crédit Rural de Guinée

Aboubacar-Demba Sankhon et Lamarana Sadio Diallo, Directeur général et Président de l'IMF Crédit Rural de Guinée (CRG), sont venus témoigner de l'impact de l'épidémie sur la plus importante institution de microfinance de Guinée. Lors de la crise Ebola qui a frappé l'Afrique de l'Ouest, le CRG a essuyé de grandes pertes financières et humaines mais a malgré tout continué à travailler et à servir les populations. Des mesures spéciales avaient alors été prises pour prémunir le personnel de l'infection.



Inscrivez-vous gratuitement au prochain Midi :

www.ada-microfinance.org/fr/evenements



Suite à leur passage à Luxembourg, le CRG a participé au 6^e Prix européen de la microfinance organisé par la Plateforme européenne de microfinance (e-MFP) quelques mois plus tard. C'est avec une grande joie que le CRG a remporté la récompense qui, selon Lamarana Sadio Diallo « *permettra de renforcer la résilience des associés et de la structure en elle-même* ».

Les Midis en chiffres

Depuis la création des Midis en 2006, ce sont **33** Midis avec **47** intervenants du monde entier et **28** partenaires associés qui ont été organisés par ADA, en partenariat avec la Banque de Luxembourg et avec le soutien de la Coopération luxembourgeoise et depuis 2014, de InFiNe.lu.

La revue Passerelles



Suite à son lancement en octobre 2014 dans le cadre du vingtième anniversaire de ADA, la revue Passerelles est sortie deux fois en 2015 avec le même dessein : vulgariser des résultats sélectionnés de recherche et de développement en matière de finance inclusive et établir le lien avec les réalités du terrain. Le premier numéro, intitulé *Changement climatique et microfinance*, est sorti en avril 2015 ; le deuxième en octobre 2015 sur le thème *Réguler pour innover en microfinance*.

Le Symposium annuel 2015 de ADA a été organisé autour de la même thématique : « *La réglementation. Frein ou accélérateur de l'innovation en finance inclusive ?* », avec le soutien de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université du Luxembourg et l'Institut de la BEI.



Abonnez-vous à la revue Passerelles et recevez le prochain numéro :

www.ada-microfinance.org/fr/mediatheque

Soutenez notre action, faites un don !



Nous développons des produits de microfinance spécifiques et innovants, impactant positivement la vie de milliers de personnes. Faire un don au profit de ADA, c'est nous permettre de mener toujours plus de projets de microfinance avec nos IMF partenaires au service des populations pauvres.

Envoyez votre don sur notre compte bancaire IBAN LU35 0021 2024 3606 1200 ou via notre site internet www.ada-microfinance.lu/fr/faire-un-don. Vous recevrez un reçu fiscal par voie postale.

Merci pour votre contribution !

ADA est membre agréé de Don en confiance.

Participez à la vie de notre association en devenant membre de ADA !



Être membre, c'est participer à la vie de notre association, c'est pouvoir partager son expertise, donner son avis et surtout rencontrer d'autres membres aussi passionnés ainsi que des personnalités engagées dans la lutte contre l'exclusion bancaire.

Comment devenir membre ?

Rendez-vous sur www.ada-microfinance.org ou par téléphone au +352 45 68 68 1.

L'adhésion est soumise à l'approbation du CA de ADA. La cotisation annuelle est de 50 euros.

Merci pour votre engagement !

Crédits photos :

Marina Abboud : page 06

Blitz/L. Antonelli : page 18

Babacar Cissé : pages 20 et 21

Luc Deflorenne : pages 02 et 26

Andrés Lejona/ADA : couverture et pages 04, 05, 07, 08, 10, 11, 16, 17 et 27

Rotary/ADA : page 13

Felix Sorger/ADA : page 18

UNCDF/MAFIPP : page 14



Editeur

ADA asbl
39 rue Glesener
L-1631 Luxembourg
Tél. : +352 45 68 68 1
Fax : +352 45 68 68 68
www.ada-microfinance.org

RCS Luxembourg F 199
CCPL IBAN LU64 1111 1189 2705 0000

Copyright : ADA, mai 2016

Cette publication a été réalisée par Cropmark
et imprimée par Weprint sur du papier recyclé.

Suivez ADA sur 

You
 **ADA Inclusive Finance**

